

Et maintenant les médias étrangers : mais jusqu'où Recep Tayyip Erdoğan pourra-t-il pousser sa paranoïa sans se fragiliser ?



Médias étrangers, médias locaux, fonctionnaires, militaires, policiers... Peu de secteurs de l'économie et de la vie politique turque échappent désormais à la méfiance du président Recep Tayyip Erdoğan depuis le coup d'Etat manqué de juillet dernier.

Avec Alain
Rodier

Atlantico : Lors de l'inauguration officielle d'une nouvelle télévision d'Etat en langue anglaise, le président turc Recep Tayyip Erdogan a une nouvelle fois fustigé les médias étrangers, coupables selon lui d'être trop partiaux dans leur traitement de l'actualité turque, en faveur de son adversaire politique Fethullah Gülen. En quoi cette dernière sortie médiatique et la création de cette nouvelle télévision d'Etat sont-elles l'illustration d'une reprise en main du pouvoir présidentielle sur les médias ?

Alain Rodier : Le président Erdoğan est entré - depuis un certain temps - dans une période de paranoïa exacerbée qui lui fait voir des ennemis partout. Cela peut se comprendre car il est désormais un homme très seul. Il a cassé volontairement toute la hiérarchie militaire, policière, judiciaire, éducative tout en s'attaquant aux partis qui lui sont opposés. Pour lui, tout ce qui risque de lui faire de l'ombre, même dans son propre parti, l'AKP, doit être neutralisé.

La presse est aussi l'un de ses bouc-émissaires prioritaires. Il est parvenu à neutraliser les médias turcs à grand renfort de fermetures d'organes de presse, voire au prix de l'emprisonnement arbitraire de tous ceux qui osaient - ou risquaient - le critiquer. C'est plus difficile avec la presse internationale qu'il ne peut atteindre directement. Il l'accuse d'être trop favorable au mouvement Gülen - ce qui est étonnant car nombre de journalistes étrangers non spécialisés ne connaissaient même pas l'existence de ce mouvement jusqu'à ces dernières années - et d'avoir donné trop de retentissement aux manifestations du parc Gezi de 2013. Bien sûr, la sympathie montrée vis-à-vis des "terroristes" kurdes du PKK et affiliés (particulièrement le PYD syrien) est dénoncée en permanence. Il est vrai que l'Occident, qui n'est pas à une contradiction près, reconnaît toujours officiellement le PKK comme un "mouvement terroriste" mais ne s'offusque guère de voir sur des vidéos de propagande diffusées en boucle par les Forces démocratiques syriennes (FDS) qu'il soutient le portrait d'Abdullah Öcalan, le leader historique des séparatistes kurdes (1).

La création de la *TRT World* en anglais obéit à une logique offensive de la guerre *psyops* calquée sur ce qui a été fait par le passé, d'abord par les Américains du temps de la splendeur de l'empire soviétique (*Voice of America*) puis par la Russie (*Russia Today* et *Sputnik*) pour "porter la bonne parole" à l'étranger.

S'il reste populaire au sein de la population turque, Recep Tayyip Erdogan est-il tout aussi soutenu dans les corps intermédiaires du pays (armée, police, presse, fonctionnaires, politiques, entrepreneurs, etc.) ?

Il est normal de se demander comment le président Erdoğan parvient à maintenir un semblant d'ordre de cohérence et de cohérence dans la bonne marche de la société. Par exemple, l'armée cherche à recruter 30 000 nouveaux cadres pour remplacer ceux qui ont été emprisonnés ou démis. La réponse tient en trois points :

- Erdoğan continue à être populaire au sein des masses populaires qui louent les rééquilibrages en leur faveur qu'il a su mener depuis qu'il est aux affaires. Sur le plan du fonctionnement démocratique, il gagne toutes les élections auxquelles il se présente sans même avoir besoin de bourrer les urnes.
- L'économie, quoique vacillante, est encore relativement florissante, particulièrement à l'export en direction de pays émergents qui recherchent une technologie correcte à des moindres prix.
- Et enfin le MIT (*Milli Istihbarat Teskilati*/Organisation nationale de renseignement (les services spéciaux actuellement en pleine restructuration) constitue la garde rapprochée du président Erdoğan.

Hakan Fidan, sous-secrétaire d'Etat en charge du MIT depuis mai 2010, a souvent été attaqué pour sa gestion des affaires. Le point culminant est survenu après le putsch du 15 juillet 2016. Il a alors été accusé de n'avoir rien vu venir, le président Erdoğan allant jusqu'à affirmer qu'il avait été alerté par son beau-frère et non par les services officiels. Il semble qu'il s'agit en réalité d'une savante mise en scène. Le MIT avait bien perçu la menace et l'a laissé aller à son terme de manière à pouvoir, *primo* écraser les putschistes, *secundo*, élargir la répression à l'ensemble de la société turque qui pouvait s'opposer à Erdoğan qui est devenu une "icône de la démocratie ayant réussi à repousser la menace fasciste". D'ailleurs, la presse occidentale le qualifie globalement d'"autoritaire", ce qui est le minimum syndical. Par contre, s'il rétablit la peine de mort (2), le ton sera vraisemblablement moins mesuré...

Si la purge dont ont été victimes de nombreux secteurs de l'économie et de la politique turque depuis le coup d'Etat avorté de juillet 2016 est censée renforcer le pouvoir d'Erdoğan, la paranoïa de ce dernier ne peut-elle pas se retourner contre lui et fragiliser, à terme, son maintien à la tête de la Turquie ?

Il semble que seul un coup de force pourra venir à bout du "nouveau sultan". Tout à fait conscient de ce risque et très intelligemment, Erdoğan est parvenu à éparpiller l'opposition et même à se rallier une partie des nationalistes les plus anti-occidentaux. Tous ceux qui pourraient remettre en cause sa suprématie sont tellement divisés - quand ils ne sont pas des ennemis jurés - qu'ils sont bien trop faibles pour tenter quoi que ce soit. Ils ne présentent aucune alternative électorale crédible pour les années à venir. En réalité, la seule véritable menace pour sa volonté hégémonique via l'établissement d'un régime présidentiel taillé à sa mesure peut provenir de son propre camp.

A l'étranger, il sait se montrer indispensable (donc soutenu), la Turquie ayant une position géostratégique totalement incontournable (il suffit de regarder une carte). A ce titre, les relations diplomatiques au niveau de l'échange d'ambassadeurs viennent d'être rétablies avec Israël, la Russie bénéficie désormais de son écoute attentive et les Américains n'ont d'autre choix que de s'appuyer sur la Turquie, donc sur son président. Quant à l'Europe, elle bricole, tétanisée par l'éventuelle ouverture des vannes de réfugiés (presque trois millions en Turquie). Point positif : Erdoğan s'est enfin décidé à fermer la frontière turque à Daesh (3). Ce mouvement ne s'y est pas trompé, déclarant quasi-officiellement la guerre au président Erdoğan dans la revue *Rumiyah* n°3, parue sur la toile il y a quelques jours. Revers de la médaille, la Turquie devrait connaître de nombreux attentats dans les mois à venir (4).

(1) Il fut un temps où l'Occident a soutenu les islamistes radicaux contre le communisme de l'URSS, notamment en Afghanistan ; aujourd'hui, les marxistes-léninistes sont utilisés contre les salafistes-djihadistes de Daesh et du Fateh al-Cham, le successeur du Jabhat al-Nosra, le bras armé d'Al-Qaida "canal historique" en Syrie.

(2) "à la demande" du peuple.

(3) Même si son souci principal reste d'empêcher la création d'un Kurdistan indépendant (le Rojava) au nord de la Syrie.

(4) Le terrorisme, qui reste un moyen purement tactique, est employé en Turquie par Daesh, qui pour la première fois a revendiqué un attentat (à Diyarbakir le 3 novembre, 11 morts) par le PKK, ses mouvements dérivés (dont les Faucons de la liberté -TAK-) et les formations d'extrême-gauche (TKP/ML, Parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste).